

A toutes nos organisations CGT de Seine Maritime

**REFORME DU CODE DU TRAVAIL :
RETRAIT DU PROJET DE LOI EL KHOMRI - HOLLANDE
NI AMENDABLE, NI NÉGOCIABLE
ABROGATION DES LOIS MACRON, REBSAMEN ET LA
LOI DITE DE SÉCURISATION DE L'EMPLOI.**

Sur la trace des Macron, Rebsamen, Combrexelle et Badinter, la ministre du travail EL KHOMRI invente les tâcherons du XXIème siècle ! Celle qui ne savait pas expliquer un CDD, torpille les 35 heures et le contrat de travail, sécurise les patrons voyous qui licencient sans motif et rend légal le chantage à l'emploi.

Le contenu du projet de loi constitue une provocation pour le monde du travail avec la remise en cause de droits fondamentaux des salariés : la protection contre des licenciements abusifs et la réglementation en matière de temps de travail.

Avec cette loi, tout accord collectif peut prévaloir sur le contrat de travail ! C'est le cadeau tant espéré, inlassablement demandé par Gattaz et tous ses prédécesseurs depuis des décennies. Avec cette loi, il n'y a plus le bouclier protecteur du Code du Travail et de la Convention Collective : les salariés sont confrontés directement au rapport de forces patronal et à ses projets dévastateurs.

En effet, depuis un siècle, en matière de droit du travail, c'est le droit le plus favorable qui prévaut : la loi prime sur l'accord de branche, qui prime sur l'accord d'entreprise, sauf si l'accord de branche ou d'entreprise est plus favorable. C'est ce qu'on appelle la hiérarchie des normes. Comme le préconisait le rapport Combrexelle, le projet de loi sonne la fin de ce principe : c'est l'accord d'entreprise qui prévaudra sur l'accord de branche, et même sur le contrat de travail !

Le projet prévoit que, pour être valable, un accord devra être signé par des syndicats ayant recueilli au moins 50 % des suffrages exprimés en faveur d'organisations représentatives, ce qui est nouveau. La possibilité d'opposition à 50 % est supprimée. Et si l'accord ne recueille que 30 % des voix, un référendum des salariés, organisé dans les 8 jours, par vote électronique si l'employeur le souhaite, pourra rendre valable un tel accord minoritaire ! Comment accepter la validité de tout référendum en entreprise, où le salarié est subordonné à l'employeur, avec un revolver sur la tempe quand il doit se prononcer, comme chez Smart ? Le référendum est une arme donnée au patronat, avec pour munition le chantage à l'emploi dans l'entreprise !

Face à ces choix catastrophiques, la CGT réaffirme l'urgence de mesures économiques et sociales indispensables. L'augmentation générale des salaires, pensions et retraites et des minima sociaux, la réduction du temps de travail à 32 heures fait partie des mesures d'urgences pour partager et rééquilibrer les richesses entre le travail et le capital, et retrouver la croissance.

Pour la CGT, il y a besoin d'une réaction forte et unitaire du monde du travail, salariés, précaires, privés d'emploi. Une large mobilisation s'amplifie plus de 500 000 signatures en 4 jours sur la pétition lancée sur internet (une première en France). Et le nombre de signatures montent d'heure en heure ! La pétition ne suffira pas et il faudra aussi d'autres modes d'actions.

D'ores et déjà, le 31 mars s'annonce comme une importante journée de mobilisation et de grève dans tout le pays. D'autres dates circulent dans lesquelles nous nous inscrivons. Elles sont un pas pour réussir cette journée d'action interprofessionnelle !

Le bureau de l'UD



**FACEBOOK :
« On aime » notre page. Faites la connaître !**

L'Union Départementale s'était dotée, il y a quelques mois d'un compte Facebook, mais celui-ci a été supprimé ces derniers jours... sans préavis !

Ce n'est pas grave, on n'attend pas FB pour lutter, même si ça facilite les échanges...

Donc on recommence et on vous invite à « aimer » la page. En cliquant [ici](#) vous vous rendez sur notre nouvelle page. Nous vous attendons nombreux !

**Nouveau
« Info Lutttes » a son adresse mail :
infolutttes76@orange.fr
N'hésitez pas à remonter vos informations.**

REFORME DU CODE DU TRAVAIL « un retour au 19ème siècle »



Le projet de réforme du Code du Travail porté par la Ministre Myriam El Khomri est une attaque sans précédent contre le monde du travail et les droits des salariés.

Si la loi Khomri passe, cela ouvrira la porte à la destruction de tous les statuts de la fonction publique et des entreprises publiques. C'est ce projet, que le MEDEF avait rêvé et que Sarkozy n'avait pas osé, que le gouvernement voudrait nous imposer !!

Pour la CGT :

- ✓ Faciliter les licenciements et insécuriser les salariés **C'EST NON !**
- ✓ **Interdire les licenciements, renforcer les droits des travailleurs C'EST OUI !**
- ✓ Renforcer la flexibilité, mettre en cause la hiérarchie des normes **C'EST NON !**
- ✓ **Diminuer la durée du travail et augmenter les salaires C'EST OUI !**

Pour télécharger le tract de l'UD 76 ? C'est [ici](#)

Dernière minute : Le 31 mars doit être un temps fort de la mobilisation contre le projet El Khomri. Pour autant, plusieurs dates circulent sur les réseaux sociaux et rassemblent beaucoup de signatures, à commencer par le **9 mars prochain**. Il est de notre responsabilité que l'UD 76 définisse sa présence lors de cette journée d'action : distribution de tracts, rassemblements, appels à la grève, manifestations...

La prochaine réunion UD/UL/UP qui aura lieu ce LUNDI 29 FEVRIER 2016 de 9 h à 12 h 15

A la Maison du Peuple 161 Rue P. Corneille à Sotteville-les-Rouen,

doit être l'occasion de décider collectivement des initiatives à prendre.

L'avis de chaque responsable est donc indispensable.

Comptant sur votre présence.

Le bureau de l'UD

L'actu en Seine-maritime !

Philippe Martinez était en Seine-Maritime jeudi dernier. Ce déplacement s'inscrivait dans un programme de ressourcement de la direction de la CGT qui a prévu de visiter plus de 2.000 syndicats avant le congrès. La veille, Pascal Morel secrétaire de l'UD-CGT de la Seine-Maritime expliquait à la presse « Nous voulons être au plus près du terrain ». Avec un objectif : écrire un document d'orientation qui devra être « la résultante des visites et des échanges avec les salariés et les syndiqués ».

Philippe Martinez commença sa tournée au Havre, par une rencontre avec les syndicats du port et des dockers, les deux principales organisations locales de la CGT. Pour Johann Fortier, secrétaire général du syndicat des dockers, cette visite est l'occasion de montrer « l'intérêt du port du Havre dans le développement de l'axe Seine » mais aussi de tenir « un langage franc » sur l'avenir de la CGT. Dans la foulée, Philippe Martinez rencontrait les syndicats de l'entreprise Sidel où 92 emplois vont être supprimés et de Lafarge où 113 emplois sont menacés avec le projet d'arrêt de l'activité cimenterie. Le secrétaire général se rendit ensuite à la centrale EDF de Paluel, où il avait été convié à un barbecue par les agents d'EDF en lutte à les rencontrer ainsi que les entreprises sous traitantes, très mobilisées aussi. La journée se termina à Dieppe avec la visite de l'usine Alpine et pour rencontrer une section syndicale CGT qui a obtenu de très bons résultats lors des dernières élections professionnelles », précise Patrick Carel délégué syndical CGT. Enfin, dans la soirée, il a rencontré plus de 80 militants de la CGT dans la salle de réunion de la mairie de Dieppe où il s'est livré à un échange franc avec l'assistance, voir le compte rendu [ici](#).

Pour regarder le reportage vidéo de Paris Normandie, cliquez [ici](#)

Retour en image sur une journée au pas de charge.





Les salariés des entreprises sous-traitantes, comme Polinordsud, Sania ou Nuvia étaient fortement mobilisés contre la précarité et la dégradation des conditions de travail

A Paluel, près de 400 salariés normands de l'énergie se sont rassemblés : agents EDF, eRDF-GrDF, mais aussi d'AREVA et prestataires. Ils ont reçu le soutien de Philippe Martinez, Les électriciens, gaziers et prestataires avec la CGT étaient au rassemblement devant le site Edf de Paluel pour dire "Non au démantèlement des entreprises de l'énergie, à la fermeture des sites fioul et charbon de Porcheville, Cordemais". "Non aux 4500 suppressions d'emplois à EDF SA, à la casse des garanties collectives."

A cette occasion, le syndicat de Paluel avait organisé un barbecue à la porte de la centrale, malgré le temps hivernal. Il a remercié les camarades et collègues des centres d'Erdf de Rouen, de l'Eure de la centrale de Penly, ceux des prestataires en lutte, de Polinordsud, Sania. L'Union locale de Dieppe était représentée. Philippe Martinez le secrétaire général de la confédération, de passage en Seine Maritime est venu au rassemblement de Paluel rencontrer les personnels en lutte.



Le 10 mars ! Journée d'action sur le pouvoir d'achat à l'appel de 9 organisations de retraités*

Des revendications légitimes et utiles !

En 30 ans, le total des dividendes versés aux actionnaires a été multiplié par 20 quand la masse salariale ne l'était que par 4,5 ! C'est cette spirale qu'il faut inverser. Défendre les revendications des retraités est non seulement indispensable pour eux-mêmes mais également pour redresser l'économie et restaurer la confiance. En effet, les retraités contribuent au développement de la société comme consommateurs et au travers de multiples activités d'intérêt général et social indispensables. Cela va de la garde des petits-enfants, à l'aide aux devoirs mais aussi de l'engagement dans des associations, les syndicats, les conseils municipaux... 4 millions de retraités sont des aidants. **Pour télécharger le tract c'est [ici](#)**

UCR-CGT, UCR-FO, UNAR-CFTC, UNIR-CFE-CGC, SFR-FSU, UNIR-Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble & Solidaires.

MANIFESTATIONS le JEUDI 10 MARS 2016

Dieppe : 10h30 Place Louis Vitet

Le Havre : 10h30 Sous-préfecture

Rouen : 10h30 Théâtre des Arts

(Le verre de la fraternité sera servi à l'arrivée, place St Marc)

ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS

Il y a désormais plus de 200 inscrits aux États Généraux de la Santé des Travailleurs qui auront lieu à Paris (Bourse du travail) les **16 et 17 mars** prochains. Pour les militants CGT, les 2 jours d'absences peuvent être pris sur la formation économique, sociale et syndicale.

Afin d'aider à la participation des petits syndicats, l'UD CGT 76 peut prendre en charge une partie des frais exposés par le déplacement sur Paris et l'hébergement à hauteur de 50 € par camarade (le remboursement se fera sur justificatif). Pour s'inscrire aux États généraux de la santé des travailleuses et travailleurs, rendez-vous sur le site:

<http://neplusperdresaviealagagner.org/>

Les Petroplus en Lutte

COMMUNIQUE DE PRESSE

En attendant une décision de justice.....

Ces derniers jours, les pouvoirs publics et les élus se réjouissaient des travaux de démantèlement au sein de la raffinerie de Petit Couronne. Permettant d'après eux un renouveau à notre usine.

C'est donc avec interrogations et incompréhensions que nous avons lu les différents articles en faisant état. En effet il est à remarquer que nous avons jusqu'au 30 Mars 2016 pour déposer l'ensemble des dossiers puisque les salariés et les organisations syndicales se sont pourvus en cassation afin de contester l'attribution douteuse de la raffinerie et de lui redonner un réel avenir industriel créateur d'emplois.

Aucune raison de se réjouir de ce démantèlement effectué aux frais des contribuables !

Nous ne comprenons donc pas tout ce tapage médiatique qui laisse à penser tout le mépris que peuvent avoir les pouvoirs publics à l'encontre de NOTRE justice puisqu'ils n'attendent pas la décision de notre pourvoi en cassation.

Nous demandons donc un rendez- vous de toute urgence avec la Préfète de Normandie car nul ne peut ignorer la loi d'autant qu'un serviteur de l'État doit la faire appliquer... avec justice !

Notre combat pour redonner un futur industriel au site de la raffinerie de Petit-Couronne est et restera notre priorité.

Au regard des nombreux échanges que nous avons avec des responsables étrangers nous pouvons avoir bon espoir

- Dossier TERRAE, suisse, avec 3 grosses sociétés du Nigeria et le soutien du Président de ce pays
- Dossier NIOC (National Iranian Oil Company) société par qui passe l'ensemble du pétrole d'Iran. Ce dossier a le soutien du Gouvernement Iranien

De plus en acceptant de sauver la raffinerie et ses 4500 emplois directs ou induits, nous sauverons les 400 emplois de Vallourec à Deville pour construire tous les tubes acier que nous aurons besoin.

De plus, les chiffres d'emplois cités dans les articles sur les projets Valgo Bolloré sont « gonflés ». Valgo déplace son centre de recherche et donc ne crée rien, Eiffage dit créer des emplois mais ferme son site de Martot (près d'Elbeuf) supprimant 80 emplois. Certains emplois proviennent de sommes versées par les collectivités (Métropole) sans garantie pour l'instant.

La France a besoin d'industries lourdes et non simplement du tertiaire ou développer le tourisme. La France n'est pas un Disneyland géant.

La France a les moyens de sauver notre raffinerie. Ce n'est qu'une question de volonté.

Les décideurs veulent-ils sauver l'industrie ou servir la soupe à certains groupes ???

Vous pouvez nous contacter via Yvon SCORNET 06.08.18.39.49 ou scornet.yvon@free.fr ou Jean-Luc BROUTE Secrétaire Général du Syndicat jeanluc.brout@orange.fr

Petit Couronne le vendredi 24 Février 2016

Cimenterie Lafarge : des salariés dans l'action !

Le 23 février au matin, ils étaient prêts de 80 salariés au pont de Normandie, pour une opération communication avec distribution de tracts. Le 17 février dernier, 300 salariés se sont rendus à Clamart, au siège de la société, dont une importante délégation havraise de 110 personnes.

Un projet alternatif est en cours, mais il nous faut obtenir toutes les données économiques afin de démontrer la viabilité de la cimenterie pour la région.

On profite de rappeler le motif "boursier" de cette restructuration.

David Auguet

Secrétaire du syndicat

Les Unions locales mobilisées...

l'UL de Sotteville-Saint Etienne du Rouvray-Oissel

- ✓ L'UL a organisé une distribution de tracts (communiqué confédéral projet de loi sur le travail) mercredi 24 février à 7 heures au RP de la vente Olivier à St Etienne du Rouvray, 700 tracts de distribués.
- ✓ Prochaine distribution le 3 mars à 7 heures au carrefour du pont des 4 mares à Sotteville
- ✓ Après protocole et mise en place d'élections des délégués du personnel chez Eurostation service à Sotteville, la CGT gagne un nouveau syndiqué et nouvel élu DP avec un abonnement NVO offert.
- ✓ Renforcement : 2015 : 32 nouveaux syndiqués et la création de 2 syndicats : Syndicat Résidence ST Joseph à Sotteville et les Territoriaux de Sotteville lès Rouen. En 2016 à ce jour : 7 nouveaux syndiqués

l'UL de Couronne-Quevilly

- ✓ La CE de l'UL décide de continuer la visite des syndicats, à ce jour sur 2016, 2 nouvelles bases de créées et 6 adhésions.
- ✓ Prochaines distributions de tracts, avec le questionnaire sur la consultation nationale des salarié-e-s, le samedi 12 mars de 10h à 12h à Hyper U au Bois Cany et le 19 avril sur la zone industrielle au carrefour du centre routier et de l'entreprise Descours et Cabaud
- ✓ En 2015 l'UL a réalisé 39 nouvelles adhésions et crée 7 bases

L'UL de Duclair

- ✓ Depuis 2016, 3 nouvelles adhésions à l'hôpital d'Yvetot

La semaine prochaine, l'info luttés poursuivra son tour des ULs, avec celles de Dieppe et de Eu



Le samedi 19 mars à 19H30, le film de la grève de PSA Aulnay passe au Mercure à Elbeuf en avant-première !

Le film sera suivi d'un débat en compagnie de la réalisatrice **Françoise Davisse** et de **Jean Pierre Mercier** DSC CGT de PSA. On y voit la grève des travailleurs d'Aulnay, l'organisation démocratique de la grève, leur mouvement, leur combat, la solidarité entre les travailleurs.

Un film à ne pas manquer ! Qui donne la pêche dans notre combat !! Et qui peut nous donner des idées !

Dans un magnifique documentaire, *Comme des lions*, la réalisatrice Françoise Davisse a filmé la lutte des ouvriers de l'usine PSA d'Aulnay pendant leurs quatre mois de grève et leurs deux ans d'engagement contre sa fermeture. Une plongée vivifiante dans la chaleur des AG, dont on ressort avec le sentiment que la lutte mérite d'être menée « **COMME DES LIONS, un chef d'œuvre qui fera date...** une réalisatrice qui filme comme une lionne... une si belle lutte non pas pour gagner mais pour ne pas tout perdre, et en même temps une victoire totale, celle de la dignité, de la fraternité, de la vraie démocratie dans toute sa complexité... »

Marcel Trillat, réalisateur

La VO IMPOTS 2016

Vient de paraître

(Ce numéro est servi aux
abonnés NVO)



SOMMAIRE :

Prélèvement à la source

1ère étape : la télédéclaration et le paiement en ligne deviennent obligatoires

Classe moyenne

Une baisse d'impôt au profit de 8 millions de contribuables

Transition énergétique

Le crédit d'impôt est prolongé d'un an

Retraite/chômage

Exonérations d'impôts : 300 000 nouveaux foyers seront concernés

+ DOSSIER

Les impôts de demain

nvo.fr
La Nouvelle Vie Ouvrière

Pour tout connaître de l'actualité revendicative, connectez-vous à la NVO.fr

1936 : ils ont osé, ils ont gagné

2016 : tout est possible !

L'IHS de Seine-Maritime se tient à votre disposition si vous souhaitez organiser des conférences, des rencontres pour mieux comprendre l'histoire des luttes sociales.

Institut CGT d'Histoire sociale de Seine Maritime
Maison CGT

26 avenue Jean-Rondeaux
76 108 Rouen cedex

Tel : 02 35 58 88 60 / port: 06 89 93 13 55

Courriel : ih76@cgt76.fr : [Facebook](https://www.facebook.com/ih76)

Inscription à la newsletter : ih76@cgt76.fr





À LA UNE DU FIL ROUGE N°57

Caillard, une usine qui a fait vibrer le Havre et le quartier de l'Eure

L'IHS

QU'EST-CE QUE C'EST?



ACTUS

LES RENDEZ-VOUS DE L'IHS 76

06/01/2016

Présentation à la presse
normande du « Fil rouge »
consacré à Caillard au Havre

04/01/2016

LA REVUE

LES ARCHIVES DE FIL ROUGE
Le fil rouge n° 57

- Caillard, une usine qui a fait vibrer le Havre et le quartier de l'Eure
- La Normandie au XIXe siècle. Entre tradition et modernité.
- Résistance(s). Rouen, sa région, la vallée du Cailly. Entre

GALERIE

LE FIL ROUGE EN IMAGES



VIVATS

Le droit aux loisirs et aux vacances pour tous